



L'ISLAM ET LA MONDIALISATION

DALL BOUBAKEUR*

Contrairement à ce que l'on pourrait penser face à la dramatique actualité de l'automne 2001, il n'y a pas d'opposition de principe de l'islam face à la mondialisation de l'économie qui, comme la globalisation des cultures et des spiritualités, s'inscrit dans l'accélération des grands changements de l'humanité. L'islam n'est nullement incompatible avec le développement économique : n'oublions pas que le négoce, le commerce, l'échange, les voyages, ont été beaucoup pratiqués par des gens qui avaient pour religion l'islam, comme Sindbad le marin dans les *Mille et une nuit*, comme les habitants de l'Arabie ou du Yémen. Le chèque est, par exemple, une invention arabe qui date du Califat Abbasside. La conception de l'islam face à l'accumulation et à l'utilisation de la richesse pourrait au contraire contribuer à humaniser la mondialisation, mais au préalable l'islam doit se réconcilier avec la modernité.

L'ISLAM ET LA MODERNITÉ

Ce sont les Musulmans eux-mêmes qui doivent opérer cette nouvelle lecture de la charia. L'islam a eu sa querelle des anciens et des modernes notamment au XII^{ème} siècle, et ce sont malheureusement les anciens, contrairement au catholicisme, qui ont gagné. Quatre écoles de pensée

proposent leur propre lecture de la loi, et c'est de la quatrième lecture, la plus littérale et la plus réactionnaire, dont se réclament aujourd'hui les intégristes. Il faut renouer les fils coupés du temps d'Averroès et revenir à une interprétation plus humaniste et sociale du Coran. Cette lecture, comme l'a montré l'évolution de l'Etat califal sunnite, accepte tout à fait, à l'inverse des chiïtes, une progressive sécularisation du pouvoir temporel et la laïcité. La laïcité, à l'exemple des Etats-Unis ou du Royaume-Uni, n'implique pas forcément une complète rupture entre le pouvoir temporel et le pouvoir religieux, contrairement à la laïcité radicale qui s'est imposée pour des raisons historiques en France.

Nous avons eu, comme le Japon avec l'ère du Meiji, cette évolution au temps de l'empire Ottoman avec le Sultan Abdul Hamîd et l'ère des Tanzimat, l'ère des réformes, avec l'élaboration d'un Code pénal et le détachement de la justice du religieux. Cela a débouché avec la création d'un Etat laïc par Atta-Türk, mais cette lecture moderne de la loi n'a pu se développer. Encore aujourd'hui, les voix de l'islam modéré et ouvert ont du mal à se faire entendre, tout particulièrement auprès des jeunes, même dans une démocratie comme la France, face aux intégristes qui sont financés avec l'argent du pétrole et usent de la violence ou de l'intimidation. Rappelons-nous aussi qu'au début des

* Recteur de l'Institut musulman de la Grande Mosquée de Paris.

luttres en Afghanistan, l'islam a pu apparaître comme le meilleur rempart contre les idées développées par le matérialisme marxiste, avec les résultats que l'on sait.

L'ISLAM ET LA RICHESSE

La notion de richesse et de propriété a fait l'objet de beaucoup de débats au sein du monde musulman, notamment pour l'interprétation à donner du célèbre verset du Coran : « Annonce à ceux qui thésaurisent or et argent, sans supporter de dépenses pour la cause de Dieu, un châtement douloureux » (Coran, S, IX, verset 34).

Ce verset a pu être utilisé par certains chefs d'Etat musulmans pour justifier le collectivisme ou un « socialisme arabe ». Le point de vue de l'islam est pourtant clair : la thésaurisation dont il est question dans ce verset a trait, disent les commentateurs, les juristes et les traditionalistes, aux biens non purifiés par un prélèvement légal, selon les normes établies, la *Zakat*, au profit des pauvres et du Trésor public.

Selon la tradition, le prophète a dit : « Dieu prive de sa protection toute communauté parmi laquelle vit un homme qui a faim ». Et il répétait fréquemment : « Périsse l'or ! Périsse l'argent ! ». Le malaise causé par cet anathème parmi les croyants incita le plus fougueux de ses compagnons, Omar, à lui demander certaines précisions : « Tes compagnons voudraient savoir ce qu'il est permis de posséder puisqu'une telle malédiction pèse sur l'or et l'argent ? ». « La richesse recommandable », dit le prophète, « est dans une langue qui prie Dieu, un cœur reconnaissant, une épouse qui aide son mari à vivre selon sa foi » (7 Tabari commentaire X, 118-120).

La jurisprudence est fort touffue sur ce prélèvement qui légitime la richesse et conditionne la sincérité de la foi. L'exégèse coranique fait remarquer que rarement l'obligation de la prière (*fard*) est men-

tionnée dans un texte sacré sans être assortie de celle de la *Zakat*. On n'est vraiment croyant que si l'on prie et pratique la charité. A défaut de richesse, on doit sacrifier de son « strict nécessaire » et, si l'on ne possède rien, on doit donner son cœur.

L'exégèse et la tradition précisent aussi le sens qu'il convient de donner à la thésaurisation. Par ce vocable, il faut entendre toute richesse amassée, qu'elle soit visible ou cachée, meuble ou immeuble, en un mot tout ce que l'on est censé posséder. Le verset a pu ainsi être utilisé par les tenants des doctrines collectivistes pour saper les fondements du droit de propriété.

Pour l'islam moderne, la richesse est ainsi un bienfait, un don éphémère de Dieu, si elle est acquise et dépensée dans des conditions spirituellement légitimes, ce qui suppose deux conditions : la richesse doit être acquise par l'effort, le travail ou le mérite ; la richesse doit être purifiée, c'est-à-dire faire la part du pauvre. Le financement des besoins des pauvres incombe souvent à l'Etat ; l'islam favorise ainsi un régime économique qui reconnaît à la fois l'initiative privée et la dimension collective.

L'ISLAM ET LA FINANCE

Aujourd'hui, le fonctionnement des marchés financiers fait que la richesse ne répond plus à cette définition car elle n'est plus liée à des activités humaines et au partage. Il est possible d'investir, par ordinateur interposé, la même somme dix fois, cent fois, en différents points de la planète, l'échange devient virtuel et n'existe plus dans la réalité. On spéculé avec ce que l'on ne possède qu'en théorie, on joue avec du vent. La richesse devient une fin et non plus un moyen. C'est la négation de toute valeur morale. Ce qui est propre à l'humain est réduit à de simples données quantifiables ; l'homme lui-même est réduit à une unité économique, de production ou de consommation.



Le principe du bénéfice dans les placements financiers est accepté par l'islam, à condition que le capital soit mis dans une situation de risque. L'islam refuse l'usure si le prêt du capital se fait sans risques car l'intérêt usuraire appauvrit l'emprunteur. Les banques musulmanes doivent s'engager à faire « travailler » le capital, afin qu'un risque demeure. Dans les faits, la différence avec les banques occidentales est cependant largement sémantique.

LES DANGERS DE LA CROISSANCE ET DU LIBÉRALISME

La croissance est nécessaire à l'amélioration des conditions de vie des hommes sur terre, mais on est arrivé au point où la finalité n'est plus la satisfaction des besoins, mais la production pour elle-même. Ainsi, l'homme moderne mange sans avoir faim, boit sans avoir soif. C'est l'obsession de la croissance continue. Le fait de produire est devenu plus important que le problème du débouché. Il n'y a pas si longtemps, j'étais dans une région déshéritée où il manquait de tout, mais où les antennes de télévision fleurissaient sur toutes les maisons. Et est-ce réellement un progrès de rouler à 250 à l'heure sur l'autoroute ?

Le danger plus grave est que cette croissance effrénée et mondialisée perpétue, voire aggrave, les déséquilibres du monde : l'appauvrissement continu des pays les plus pauvres, les prix dérisoires des matières premières qui sont souvent leurs seules ressources. L'ordre mondial fondé sur le seul profit aboutit, comme on le voit aujourd'hui, à des excès menaçants pour notre avenir.

Les grands progrès de l'humanité sont liés, certes, au libéralisme, mais un libéralisme qui favorise une économie d'échanges libres. Le principe de la liberté d'entreprendre et d'échanger doit être préservé sans pour autant perdre de vue que l'être

humain, comme disait Kant, doit être considéré non comme un moyen, mais comme la fin de tout principe universel. En d'autres termes, il ne peut y avoir de libéralisme sans morale. Par exemple, si un pays pauvre achète des canons à un pays riche tout en affamant sa population, c'est peut-être libéral mais c'est immoral.

A l'heure de la mondialisation, il faut réfléchir à une généralisation de la morale, à un humanisme dans les échanges économiques. Il est temps que l'on reconsidère l'homme dans sa totalité, son humanité, son travail fourni, et pas seulement dans la valeur marchande de ce qu'il produit.

L'écart se creuse entre les pays riches du Nord et ceux du Sud. Un cinquième de la planète vit aux dépens des quatre autres cinquièmes qui s'appauvrissent continuellement. Le résultat est que les gens du Sud ne rêvent que d'une chose, aller vers le Nord qui les fascine avec son luxe, son clinquant, le chrome de ses voitures. Or, il est certain que chaque être humain est mieux chez lui, dans son contexte naturel, car le déracinement est toujours une souffrance. L'immigration est devenue un des grands problèmes du monde moderne. D'ailleurs, en ce qui concerne la France, il n'est pas de son intérêt d'être multiculturelle. Elle est déjà multiconfessionnelle et pluriethnique. Pour ma part, ma culture est essentiellement française, et ma religion est l'islam. Quant on aime quelque chose, ce n'est pas pour le transformer. Une politique migratoire délibérée favorise des transformations sociales et culturelles qui risquent, comme on le voit aujourd'hui, de déstructurer la société en introduisant de nouvelles sources de tensions humaines, économiques, politiques.

Le meilleur moyen pour aider les pays en voie de développement à se développer chez eux est l'éducation et la culture. C'est le seul moyen de sortir les peuples de l'ignorance et de l'analphabétisme, responsable de la stagnation économique et du sous-développement car, le plus souvent, le sous-

développement est d'abord intellectuel avant d'être matériel. La scolarisation est la base de tout, y compris au niveau religieux, car elle permet d'éradiquer l'extrémisme et le fanatisme liés à l'ignorance d'autres formes de savoir.

Les concepts islamiques doivent aujourd'hui faire œuvre de renouveau. La pensée religieuse doit tenir compte des données éternelles de l'être humain

comme les droits de l'homme et de la femme, leur égalité dans l'aspiration à l'instruction, la libération vis-à-vis des archaïsmes. La foi, à l'heure de la mondialisation et d'Internet, ne peut plus se contenter de clichés. Elle doit s'appuyer sur la connaissance et l'intériorisation de cette connaissance. La communauté sunnite, à laquelle j'appartiens, se considère comme une communauté de juste milieu, d'équilibre entre la rationalité, la croyance et la foi en Dieu.